
Le travail d'engagement

Elsa Bonal^{*1}, Sylvie Loua^{*†1}, and Bruno Deffontaines^{*‡1}

¹SRSPT – Equipe savoir, rapport au savoir et processus de transmission – France

Résumé

Trois professionnel.le.s de l'intervention sociale se proposent d'éclairer leur façon de travailler l'engagement citoyen. Les dilemmes qui les traversent sont autant de voies pour mieux comprendre la nature de l'engagement subjectif, en tant que relation avec une altérité non exclusivement fantasmée.

Ce symposium est proposé par trois professionnel.le.s formé.e.s aux démarches participatives et à la clinique d'orientation psychanalytique. C'est de cette place que nous souhaitons rendre compte de nos pratiques pour éclairer la question de l'engagement citoyen.

L'engagement est un concept fondateur de l'animation de la vie sociale et démocratique dans un territoire, un quartier, la cité et plus largement dans la société. En février 2014, la loi LAMY de programmation pour la ville, reconnaît un principe de co-construction des politiques publiques en instituant les conseils citoyens. Assurer l'engagement des habitant.e.s ou citoyen.ne.s dans des démarches participatives est dès lors une injonction accueillie par les professionnel.le.s d'institutions, de structures de proximité et de cabinets de consultants. Depuis, les slogans s'affichent auprès de tou.te.s et cela à destination même des plus jeunes, avec et pour exemple : "*je, tu, ils, elles s'engagent pour une nouvelle dynamique pour l'engagement collégien.ne.s et lycéen.ne.s*" (1) ; ou encore, le Service National devenu Universel avec un panel de séjours de cohésion et d'initiation à l'engagement pour "*affirmer des valeurs, être utile aux autres, agir pour une société solidaire, construire un parcours*" (2). L'engagement serait à la fois une valeur à porter et une compétence à acquérir.

En 1971, Kiesler définit l'engagement comme "*un lien qui unit l'individu à ses actes comportementaux*" (3). Situé dans le champ de l'action sociale, éducative et formative, cet engagement *de soi qui est un autre*, ou cet *engagement du soi de l'autre*, devient la visée prêté à l'exercice professionnel.

Au sein du centre social, le travail consisterait à avoir pour résultat l'engagement du public et serait évalué en ces termes. *Engager l'autre*, ou dit autrement, *faciliter* l'engagement de l'autre devient une prescription. Ce critère de résultat oriente l'attente de l'usager à l'égard d'un professionnel corvéable, qui se doit de répondre à sa demande. La politique publique de participation n'est pas sans risque pour le professionnel : dépêché pour mobiliser les citoyens, il deviendrait *prêcheur* d'une bonne parole à délivrer au plus grand nombre, quittant par ce messianisme les rives du professionnalisme.

Pour que les collectivités publiques impulsent l'expression citoyenne, des dispositifs sont

*Intervenant

†Auteur correspondant: 38020704@parisnanterre.fr

‡Auteur correspondant: bd@cabinet-deffontaines.fr

créés, des financements alloués et des professionnel.le.s formé.e.s. L'engagement se formalise et possède son ingénierie de la participation, prodiguant démarches, méthodes, outils et critères d'évaluation. Un objectif prêté à l'engagement citoyen serait notamment de rendre lisible le système de décisions, *de permettre aux habitant.e.s de comprendre ce qu'on attend d'eux*(4). " *Engagez-vous !* " n'est d'ailleurs pas sans résonance avec l'exhortation faite au jeune soldat de se soumettre à l'effort de guerre. Cette place faite au citoyen est-elle un lieu pour l'entendre ? Dans quelle mesure les dispositifs de participation autorisent-ils à la subjectivité des citoyen.ne.s de s'exprimer ? L'adresse au plus grand nombre comporte des biais. La place de tou.te.s est-elle compatible avec la place de chacun.e et notamment des " *sans-voix au pupitre* " (5), ceux et celle.s qu'on risque de ne pas entendre ?

Les dispositifs d'intervention psychosociologique structurent un rapport de l'individu au collectif, en construisant une relation entre ces deux pôles. Il y a un mouvement permanent entre l'intérêt personnel et l'intérêt collectif : un collectif réellement existant dans lequel l'individu se sent reconnu lui donne envie de s'engager ; un collectif inexistant sera vecteur de désengagement, car il est source de violence pour le sujet. L'individualisation, que ce soit dans les parcours scolaires ou le fonctionnement des organisations, peut se faire au détriment du fonctionnement collectif, du sentiment d'appartenance, et de la responsabilité de chacun à l'égard du groupe. Aussi, certains dispositifs de participation seront plus à même de favoriser et de renforcer l'engagement dans les institutions et les espaces collectifs. Un travail sur la légitimité de chacun et la reconnaissance mutuelle permet la construction d'espace coopératifs cultivant l'engagement.

Une pédagogie de l'engagement(6) définirait un cadre de conscientisation et un sens éthique de responsabilité à l'égard des problèmes contemporains vécus par les personnes concernées. Cet engagement passe à la fois par *le faire ensemble* et par *le prendre part*. On entend une *mise en gage* (du latin *ignadiare, invadiare* : fournir des preuves, mettre en gage) de quelque chose détenu par les habitant.e.s et les professionnel.le.s qui les accompagnent. Comment questionner les enjeux de la participation du point de vue des spatialités plurielles ? Comment s'y prendre pour fabriquer des contextes partageables ? Quels ajustements construire entre les possibilités objectivables des moyens et les appréciations subjectives des expériences partagées ?

Pina Baush, pour donner à voir un champ de transformations, de contractions, de passion, de violence, d'émotions viscérales, affirmait avec force : " *Dancez, sinon nous sommes perdus* ". C'est comme un écho qui se fait entendre lorsque résonne le mot *engagement* : " *Engagez-vous, sinon nous sommes perdus !* ". Quel serait ce *nous* perdu ? Quelles modalités favorisent l'engagement ou proposent des alternatives au désengagement ? A quel sur-engagement s'expose le professionnel à courir après l'engagement citoyen ? Le travail d'engagement sera envisagé comme la possibilité d'une circulation entre ré-engagement et désengagement et d'un mouvement entre l'individu et le collectif.

(1) Semaine de la démocratie scolaire

(2) Objectifs affichés sur le site gouvernemental

(3) C.A. Kiesler, *The Psychology of Commitment*, Academic Press, New York, 1971. P30

(4) Circulaire CNAF – démarches participatives

(5) Appellation proposée pour l'écriture de mémoire, dans un contexte d'un travail de recherche suite au recueil de paroles d'habitant.e.s " *je dois aller au pupitre alors que ma voix ne compte pas* "

(6) Pesce, S. (2021). *Vers une pédagogie de l'engagement ?* Champ social éditions.

Communication Elsa Bonal

La participation citoyenne à l'élaboration des politiques publiques donne lieu à des dispositifs spécifiques de concertation et de consultation. La démarche clinique oriente la conception et l'animation de ces dispositifs de sorte à rendre possible et à cultiver l'engagement des citoyen.ne.s. En tant que tiers-intervenant, je construis et j'anime ce type de dispositifs, parmi lesquels : une convention citoyenne pour concerter les citoyen.ne.s sur l'élaboration d'une politique publique, un voyage apprenant pour cultiver l'intérêt citoyen pour la gestion du territoire, un atelier de dialogue territorial pour animer la conflictualité des usages de ressources locales, etc. Mon propos sera de proposer quelques signes révélateurs de lignes de tension entre participation et démocratie.

La conception des dispositifs comme leur animation conditionnent l'engagement. Nous verrons comment le tirage au sort permet de mobiliser une diversité de citoyen.ne.s, quand les modalités classiques de la participation n'impliquent bien souvent que les citoyens déjà volontaires. Pourtant, ce n'est pas tout d'accueillir la diversité pour qu'elle s'exprime : c'est bien la pratique d'animation qui rendra possible l'expression plurielle de l'expérience citoyenne et donc l'engagement subjectif. Seront envisagées des stratégies de dégageant que cultivent certain.e.s citoyen.ne.s pour préserver leur indépendance.

Des expert.e.s sont mobilisés dans les dispositifs participatifs : les citoyens ont à construire un certain niveau de connaissance des sujets dont ils ont à débattre. Le *dialogue des savoirs* vise à conjuguer objectivité de l'expertise, engagement subjectif de savoirs du quotidien et neutralité de l'animation. Quel dispositif est à même d'équilibrer ces apports pour éviter de devenir une chambre d'enregistrement du savoir expert ? Comment faire pour que l'objectivité attendue des citoyen.ne.s, ne dissolve pas la singularité et la pluralité de l'expérience sociale ? Pour être garante de cette neutralité, qu'est-ce que je fais, à ma place d'animatrice de dialogue pour préserver mon engagement dans le processus ? Quelle est la nature de l'engagement professionnel de la clinicienne dans ces contextes ? Et à quels conflits s'exposent celles et ceux qui animent la démocratie participative, dans leurs collaborations avec leurs pairs, selon le lieu où ils ont construit leur métier ?

Comment s'y prendre pour que la normativité de la participation ne chasse pas la conflictualité inhérente à la coexistence démocratique ? Quelles évolutions de places implique le droit de cité citoyen pour les professionnel.le.s et les élu.e.s ? L'engagement des trois parties réunies par la démocratie participative, à savoir citoyenne, professionnelle et élue, sont-ils conciliables, en nature et en processus ? Des liens pourraient-ils être établis dans la comitance du désengagement professionnel et de l'engagement citoyen ?

En quoi l'ingénierie de la participation influence-t-elle l'éducation populaire et la formation professionnelle ? Nous rendrons compte d'un dispositif de formation professionnelle visant à compléter la compétence technique de professionnel.le.s par la compétence dialogique. Nous explorerons comment celle-ci s'exerce, ou pas, en situation et ce qui la conditionne. Si le dialogue n'était pas à envisager comme le résultat d'une compétence individuelle mais bien collective, quels nouveaux liens l'institution aurait-elle à instituer pour animer l'engagement ? L'injonction à l'engagement est le symptôme d'une difficulté nouvelle à faire société : nous partagerons des pratiques de formation qui cherchent à donner aux acteurs un pouvoir d'agir sur un monde insuffisamment communé(1).

Communication de Bruno Deffontaines

Processus de Participation et engagement : dissonances et paradoxes entre les désirs idéalistes théoriques et la réalité.

Est-ce que deux mondes clivés fermés sur eux-mêmes pourraient se rencontrer via le processus de participation ? D'un côté les commanditaires : institutions, politiques, sachants, qui défendent et ont intégré dans le discours l'importance de la participation, mais pas tou-

jours de la prise en compte de l'autre, quand il dérange et qu'il remet en cause les perceptions. De l'autre les participants potentiels, qui ont une connaissance de terrain, se sentant plus ou moins légitimes, qui forment un collectif divers, avec des codes différents les uns des autres. Pour ces derniers, la question du sens (participer pour quoi avec qui) et celle de la légitimité à se positionner, l'intérêt, sont au cœur du questionnement. Il ne peut y avoir d'engagement durable sans réponse à ces problématiques.

En tant qu'intervenant, psychosociologue, je me positionne comme tiers engagé, questionnant le processus tout au long du dispositif pour penser avec les participants la présence de tous, et notamment des absents. Et si ne pas venir était aussi un choix, avait un sens à comprendre, à prendre en compte ? Invisibles, inter générations, public éloigné des instances démocratiques et citoyennes, ne se sentant pas reconnus par les sachants, autant de publics différents pour lesquels la mobilisation ne peut être spontanée. Écouter la parole et le silence de l'autre dans le processus participatif font partie des éléments qui permettent une compréhension élargie. Par ailleurs, une question reste en suspens sur de nombreux lieux où la participation est proposée : qu'en fait-on, qu'en prendrait-on en compte ?

Les conseils citoyens, pensés dans un contexte idéal, portés par le ministre François LAMY se sont mis en place dans des conditions qui rendent la représentativité et l'engagement parfois complexes. Par exemple, favoriser la représentativité par le tirage au sort apparaît un outil intéressant pour créer un collectif diversifié. Mais une fois tiré au sort, comment accompagner la légitimité de chacun, prendre le temps d'écouter, dépasser les craintes pour affirmer son point de vue ? Le temps est indispensable, temps de comprendre, temps de questionner, temps de s'adapter les uns aux autres. Les usagers ont à s'adapter à une parole institutionnelle, les institutionnels à une compréhension de l'utilisateur, au-delà des représentations réciproques.

A partir de l'analyse de l'accompagnement d'un conseil citoyen pour la rédaction d'un avis citoyen, nous verrons comment penser pas à pas le processus, les obstacles collectifs et individuels à l'engagement et à la coopération.

La commande : accompagner un conseil citoyen à l'élaboration d'un avis citoyen sur le projet urbanistique du quartier. Une quinzaine de personnes, habitants tous âgés de plus de 60 ans, commerçants, et une responsable associative. Les personnes plus jeunes ont participé au conseil citoyen par le passé, mais l'ont déserté petit à petit. Les raisons de la participation de personnes présentes : un désir de participer à la vie de la cité, des enjeux de pouvoirs. Le groupe se sent en difficulté pour parler à la place de.... Il est proposé d'aller poser des questions aux autres (ceux qui ne sont pas là). Ils ont peur mais se plient aux propositions. Avec les matériaux collectés, le travail des personnes présentes, l'avis citoyen est déposé, présenté aux élus de secteur, malgré une résistance décès derniers à le rendre public.

Quelques mois plus tard je rencontre un des participants qui m'évoque une rencontre avec l'urbaniste qui doit travailler sur le projet. Il n'a eu aucune information d'un avis citoyen. Ainsi les membres ayant participé se partagent entre colère et déception. La question de la finalité de la participation, de sa reconnaissance est au cœur de la démobilisation de nombreux collectifs participatifs. Il est essentiel de penser les dispositifs à ce niveau.

Communication de Sylvie Loua

Aller de soi ; liaison paradoxale de la réflexivité de l'engagement

" Cela va de soi " Ce qui était depuis longtemps une évidence, pour moi professionnelle dans les centres sociaux et socio-culturels, actrice de l'éducation populaire, va devenir un sujet de questionnement personnel et d'investigations. L'engagement et ses modalités de mise en œuvre entretiennent une liaison paradoxale même dangereuse avec un *moi professionnelle*,

moi personnelle et avec eux.elles-public. Dans ce spectacle d'engagement, professionnel.les et public partageons une même scène, deux rôles principaux se donnant la réplique.

Au-delà du concept, du discours, de l'action citoyenne ou de la méthode de travail, c'est une puissante et exigeante quête à la reconnaissance qui se lie dans ce dialogue commun.

L'implication active nécessaire, l'appropriation et le partage du sens ainsi que les actions de réussite ou d'échec vécues font les articles d'un contrat "commun d'agir" qui relie les uns aux autres et scellent le passage du "je" au "nous". Sur cette scène joue une troupe, une communauté.

A partir de mes moments particuliers subjectifs et sensibles, collectés, l'ambition serait de tenter d'objectiver les expériences engagées des acteur.tice.s (habitant.e.s et professionnel.le.s). C'est par une proposition d'élaborations d'orientation clinique à partir de vignettes qui nous emmèneront (peut-être) à critiquer la teneur normative quasi injonctive de l'engagement. Avec pour éléments de mesure, les rapports émotionnels et représentationnels : " *on s'engage par ce qui nous affecte, par ce qui nous traverse. Il faut donc trouver par quoi nous sommes traversés.* " (2)

C'est une invitation à construire des réponses (par hypothèses) pour dans un premier temps entendre les identifications des places des uns et des autres dans ce mouvement engagé désengagé. Et dans un second temps, d'entrevoir cette *danse collaborative* des pratiques, qui s'exécute à la fois de manière décalée dans la temporalité et de façon synchronisée dans le moment vécu.

Un process se chorégraphiant dans un contexte social et spatial pour une partition d'engagement définit par les attendus, exigences et jugements posés par d'autres, eux, vous, nous, spectateur.trice.s.

(1) Florence Giust-Desprairies, *L'imaginaire collectif*, Eres, 2009

(2) Benasayag, M., & Del Rey, A. *De l'engagement dans une époque obscure*, Le passager clandestin, 2017.

Mots-Clés: pédagogie de l'engagement, dispositif, ingénierie de la participation